

Le populisme aggrave la corruption dans le monde

LE RÉSUMÉ

En 2016, **la corruption et l'inégalité sociale se sont mutuellement renforcées dans le monde**, affirme Transparency International.

La corruption et les inégalités **conduisent à une désillusion populaire** vis-à-vis du monde politique et favorisent **la montée des politiciens populistes**.

Or, les pays, **comme la Hongrie ou la Turquie**, dirigés par des leaders populistes et autocrates, sont **de plus en plus confrontés à de la corruption**.

VINCENT GEORIS

La corruption dans le secteur public a, plus que jamais, le vent en poupe. Près de 70% des pays de la planète ont affiché un indice de corruption élevé en 2016. En un an, les pays ayant perdu des places dans le classement de l'indice sont plus nombreux que ceux qui en ont gagné. C'est ce qui ressort d'un rapport publié hier par l'ONG Transparency International.

Comme chaque année, sur une échelle de 0 à 100 où le maximum représente l'absence de corruption, les pays nordiques et la Nouvelle Zélande (90) se démarquent. Le Danemark (90) la Finlande (89) et la Suède (88) sont indétrônables. Ces pays se caractérisent par un gouvernement transparent, la liberté de la presse, la garantie des libertés civiles et un système judiciaire indépendant.

La Belgique (77) reste stable d'une année à l'autre, alors que son score s'était amélioré d'un point en 2015. Notre pays figure en 15^e position, entre l'Islande et Hong Kong mais loin derrière le Luxembourg (81) et les Pays-Bas (83).

Le rapport ne tient pas compte du climat lié aux affaires Publifin et du Kazakhgate, qui secouent le Landerneau «belgo-belge» depuis le début de cette année. Nul doute que les conclusions inspireront les dirigeants wallons.

Le Qatar en chute libre

Au bas du classement, on retrouve la Somalie (10), le Soudan du Sud (11), la Corée du Nord (12) et la Syrie (13). Le Qatar est le pays qui a perdu le plus de places au classement, avec une baisse de 10 points par rapport à 2015 en raison des scandales de la Fifa, des enquêtes sur la décision

d'accueillir la Coupe du monde en 2022 et des rapports de violation des droits humains pour les travailleurs migrants.

«Dans de trop nombreux pays, les besoins les plus élémentaires des citoyens ne sont pas satisfaits et ces derniers se couchent tous les soirs le ventre vide à cause de la corruption, s'insurge José Ugaz, président de Transparency International. Nous n'avons pas le luxe d'attendre. La corruption doit être combattue de toute urgence afin que la vie des gens à travers le monde s'améliore.»

La corruption s'accroît avec les inégalités sociales, l'une se nourrissant des autres et vice versa. Un cercle vicieux que l'arrivée d'un pouvoir fort ne semble pas solutionner.

Le populisme renforce la corruption

Dans de nombreux pays, les citoyens, déçus des vaines promesses de lutte contre la corruption, se tournent vers des partis populistes qui promettent de changer le système. *«Pourtant, cela ne fait qu'exacerber le problème»*, explique Transparency International.

Par exemple? La Hongrie (48) et la Turquie (41), deux pays dont les leaders autocrates ont juré de lutter contre la corruption, reculent dans le classement d'année en année.

«Dans les pays dirigés par des leaders populistes ou autocrates, nous constatons souvent des démocraties en déclin et des tentatives inquiétantes de réprimer la société civile, de limiter la liberté de la presse et d'affaiblir l'indépendance du pouvoir judiciaire, poursuit José Ugaz. Les leaders populistes installent généralement des formes de systèmes corrompus qui sont pires encore.»

Transparence, libertés civiles et de la presse

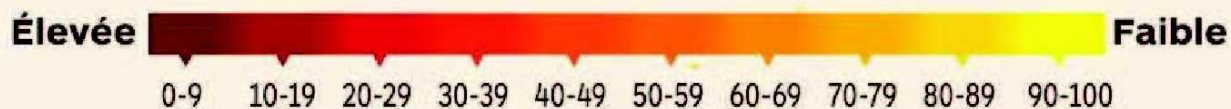
Quelle solution apporter pour enrayer cette spirale? Transparency International se penche sur le modèle des pays nordiques où règnent la transparence des exécutifs, la liberté de la presse et la garantie des libertés civiles.

Mais il ne suffit pas de mettre en œuvre des corrections techniques en adoptant des lois anti-corruption. L'ONG appelle à réaliser *«des réformes systémiques»* qui compensent les déséquilibres. Ces réformes, *«à mettre en œuvre d'urgence»*, doivent inclure la divulgation, par le biais de registres publics, du nom des propriétaires d'entreprise, ainsi que des sanctions pour les intermédiaires spécialisés dans les transferts transfrontaliers de flux d'argent obtenu de manière frauduleuse.

«Les leaders populistes installent généralement des formes de systèmes corrompus qui sont encore pires.»

JOSÉ UGAZ
PRÉSIDENT DE TRANSPARENCY
INTERNATIONAL

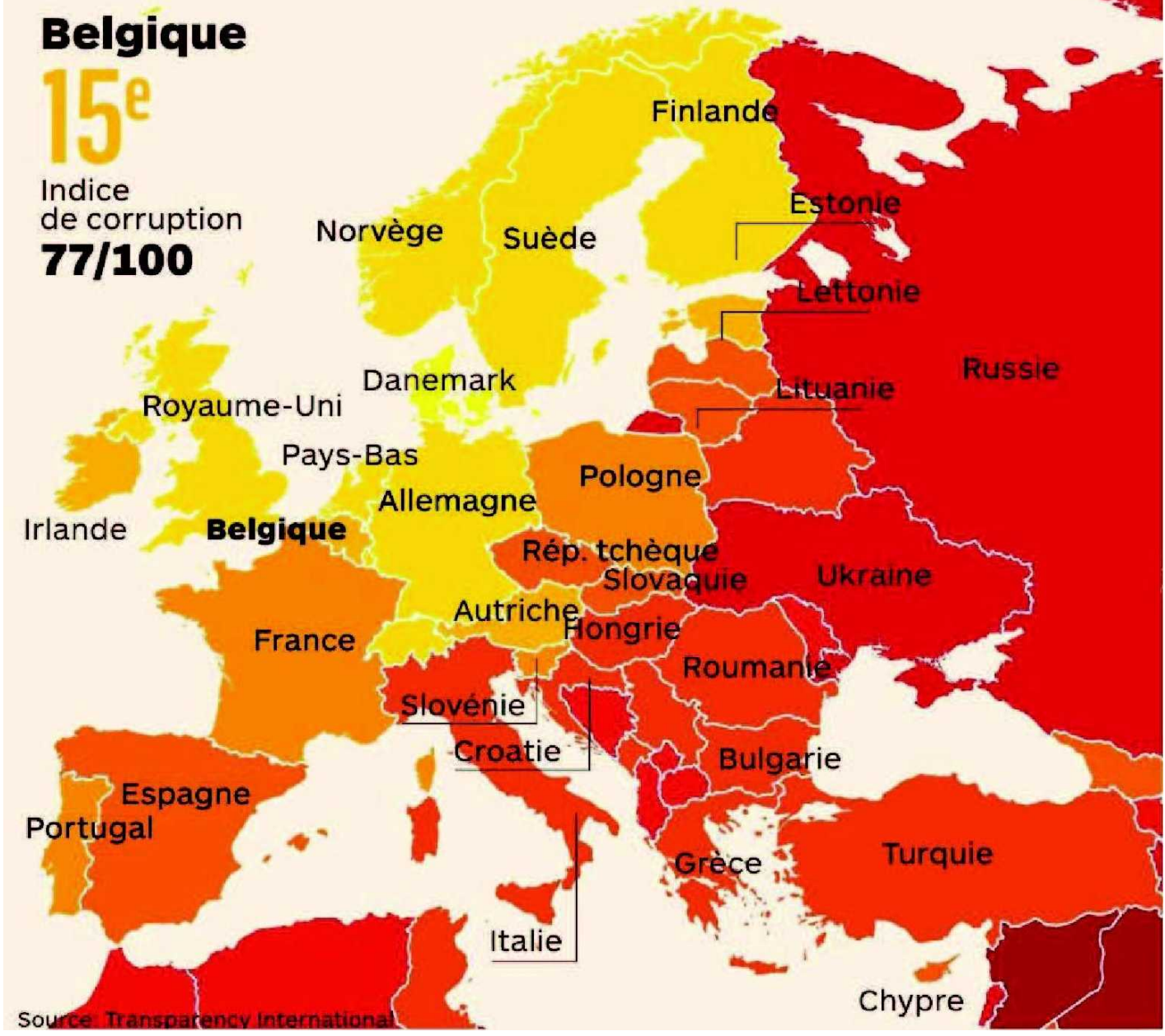
LA CORRUPTION EN EUROPE EN 2016



Belgique

15^e

Indice de corruption
77/100



Source: Transparency International